



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

51489

Distr. : GENERALE
E/ECA/CM.13/14
11 avril 1987
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 7 de l'ordre du jour provisoire**

MISE EN VALEUR DES BASSINS FLUVIAUX EN AFRIQUE

*** E/ECA/TPCW.8/1.**
**** E/ECA/CM.13/1.**

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
LISTE DES ACRONYMES.....		ii
INTRODUCTION.....	1-14	1- 3
I. ETAT D'AVANCEMENT DES ORGANISATIONS EXISTANTES.....	15-63	3-12
A. Organisation pour la mise en valeur du fleuve sénégal (OMVS).....	15-24	3- 5
B. Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG).....	25-34	5- 7
C. Autorité du Bassin du Niger (ABN).....	35-46	7- 9
E. Organisation pour l'aménagement et le développement du Bassin de la rivière Fagera (OBK).....	52-63	11-12
II. TENDANCES ACTUELLES POUR UN DEVELOPPEMENT INTEGRE D'AUTRES BASSINS FLUVIAUX ET LACUSTRES..	64-82	13-16
A. Le Bassin du Nil.....	64-71	13-14
B. Le Bassin Congo/Zaire.....	72-78	14-15
C. Le Bassin du Zambèze.....	79-82	15-16
III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	83-89	16-19
Constatations.....		

LISTE DES ACRONYMES

(par ordre d'apparition dans le texte)

PNUD	- Programme des Nations Unies pour le développement
AVT	- Autorité de la Vallée du Tennessee
OMVS	- Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
OMVC	- Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie
FAO	- Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
USAID	- Agence des Etats Unies pour le développement international
DMUCTD	- Département des Nations Unies pour la coopération technique et le développement
CFN	- Commission du Fleuve Niger
ARN	- Autorité du Bassin du Niger
FAC	- Fonds d'Aide et Coopération
OPEP	- Organisation des pays exportateur de pétrole
FED	- Fonds Européen de développement
CIDA	- Agence Canadienne pour le développement international
CILSS	- Comité permanent inter-Etats de la lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CBLT	- Commission du Bassin du Lac Tchad
OBK	- Organisation pour l'aménagement et le développement du Bassin de la rivière Kagera
CEEAC	- Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale
ZEP	- Zone d'échanges préférentielles
PNUE	- Programme des Nations Unies pour l'Environnement
EMINWA	- Environmentally-sound Management of Inland Waters

RESUME

Mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique

Suite à la Deuxième Session Extraordinaire de la Commission et la Deuxième Session Extraordinaire de la Conférence des Ministres de la CEA en Octobre 1987, une mission conjointe CEA/PNUD a été réalisée en Janvier/Février 1987 pour assister les organisations de bassins fluviaux et lacustres en vue de la préparation d'un projet pour le quatrième cycle du programme régional du PNUD pour promouvoir une coopération accrue entre la CEA et le PNUD concernant l'intégration économique des Etats-membres. Un document de projet a été préparé en conséquence et sera présenté pour discussion à la réunion des organisations intergouvernementales qui aura lieu à Addis Abeba du 27 au 29 avril 1987.

Ce rapport a pour but de mettre au courant la Conférence des Ministres de la CEA sur les développements actuels et de débattre certains aspects des politiques concernant le renforcement des organisations de bassins fluviaux et lacustres.

Ce rapport traite du concept de l'utilisation des entités physiques, naturelles, de bassins fluviaux et lacustres, comme instrument de promotion de l'intégration socio-économique en Afrique.

Passe en revue l'état d'avancement des organisations de bassins fluviaux et lacustres existantes 1/ ainsi que les problèmes financiers, techniques et de gestion rencontrés par chacune de ces organisations.

Les nouvelles initiatives prises par les bassins fluviaux du Nil, du Congo/Zaire et du Zambèze sont aussi décrites.

Le rapport est conclu par des suggestions concernant l'amélioration des activités de ces organisations en vue d'accélérer le développement socio-économique dans les sous-régions qui sont les leurs.

1/ Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)
Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG)
Autorité du Bassin du Niger (ABN)
Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT)
Organisation pour l'aménagement et le développement du Bassin de la rivière Kagera (ODK)

INTRODUCTION

1. Depuis des temps immémoriaux, l'eau a été le facteur critique déterminant les conditions socio-économiques des sociétés humaines. En Afrique où 75 p. 100 du continent est déficient en pluie à un moment ou à un autre de l'année, les rivières et les lacs ont été les foyers de la civilisation, et l'utilisation rationnelle des ressources en eau est devenue le facteur clé du passage de l'économie de subsistance aux économies de marché.
2. Bien que les bassins fluviaux et lacustres sont des unités physiques naturelles qui se prêtent à un développement économique intégré, la genèse historique des états-nations avec des frontières politiques arbitraires, et l'étendue véritable des bassins majeurs, veut qu'il y ait aujourd'hui 54 bassins fluviaux et lacustres partagés par deux ou plusieurs Etats et ceux-ci couvrent à peu près 40 p. 100 de la surface du continent.
3. Compte tenue de la croissance des populations et de l'économie, la demande en eau s'est accrue en flèche non seulement pour satisfaire les besoins domestiques mais aussi ceux de la croissance de l'industrie, de l'énergie, du transport et de l'agriculture.
4. La crise économique récente et la sécheresse devastatrice sur la majeure partie du continent ont concentré les esprits sur l'autonomie auto-centrée et collective, la coopération régionale et sous-régionale et le développement intégré des ressources, comme moyen d'accélération du développement socio-économique. Le concept d'utiliser ces entités physiques naturelles comme moyen pour promouvoir une intégration économique effective par des activités de développement multisectoriel et complémentaire a reçu une attention renouvelée durant la préparation du programme du 4e cycle du PNUD et le programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et ses dérivés.
5. Le concept n'est pas nouveau. La plupart des législations sur les ressources en eau concernant les droits de navigation pour encourager les échanges commerciaux - considération qu'on accorde à l'importance des fleuves internationaux comme foyer du commerce. Car les fleuves ont été des frontières politiques commodes malgré l'existence d'une législation abondante applicable à la démarcation des frontières. Ceci illustre l'un des dilemmes fondamentaux concernant le développement des bassins fluviaux et lacustres, le problème du développement des ressources en eau entre Etats riverains sans enfreindre la souveraineté nationale pour un bénéfice mutuel.
6. Le premier exemple d'un développement intégré d'un bassin fluvial a été observé à l'intérieur même d'un seul pays, les Etats Unis d'Amérique, où l'Autorité

de la Vallée du Tennessee (AVT) a été établie en 1933 "Dans l'esprit d'encourager et d'orienter d'une manière ordonnée et équilibrée le développement des ressources abondantes et varices"2/.

7. L'AVT a réussi à démontrer qu'elle n'a pas supplanté mais plutôt supplée les activités d'autres états fédéraux et des agences locales et ce faisant a ouvert de nouvelles voies pour des actions conjointes.

8. Dans le monde en développement, un premier exemple réussi a été observé en Asie du Sud-Est lors du développement du Bassin du Mékong. Le Comité de Coordination du Mékong et l'étude du Bassin du bas Mékong a été établi en 1957 et "Malgré la guerre, l'insurrection et l'insécurité" le projet du Mékong a obtenu un investissement se montant à 600 millions dollars E.U. qui s'est traduit par résultats considérables dans les domaines de l'énergie hydroélectrique, l'irrigation, le contrôle des inondations, la navigation et la pêche. 3/

9. En Afrique, le concept de la coopération internationale pour le développement intégré des ressources est un phénomène essentiellement post-colonial. Au début des années 60 plusieurs traités internationaux ont été conclus concernant le Bassin du Sénégal (26 Juillet 1963), le Bassin du Niger (26 Octobre 1963), le Bassin du Tchad (22 Mai 1964) et le Bassin de la Gambie (19 Février 1965). Plus récemment l'accord portant création de l'Organisation de la rivière Kagéra a été signé le 24 Août 1977.

10. L'Union du fleuve Mano (le Libéria, le Sierra Leone en 1973, la Guinée s'y est jointe en 1980) est plus une communauté économique qu'un organe de développement, bien que ses activités se sont étendues à une étude des ressources en eau et de l'énergie hydroélectrique du Bassin du fleuve Mano. Ainsi que la Commission du Nigeria-Niger pour la coopération (1971) et le Secrétariat permanent de la Séné-Gambie (1976) qui sont des organisations bilatérales à propos multiples convaincus que les bassins fluviaux ne sont pas un moyen primordial pour une intégration économique sous-régionale.

11. L'Autorité pour le développement intégré du Liptako-Gourma a été établi en 1970 dans le but de développer les ressources minérales, l'énergie, les ressources hydrauliques, l'agriculture, les pâturages et la pêche du Bassin du Niger qui englobe le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Les activités se superposent avec celles de l'Autorité du Bassin du Niger mais comme les agences bilatérales citées plus haut elle n'attache pas d'importance aux Bassins fluviaux et tant qu'unités de développement.

12. A la Deuxième Session Extraordinaire de la Commission et la Deuxième Réunion Extraordinaire de la Conférence des Ministres de la CEA qui ont eue lieu à Addis Abéba du 12 au 16 Octobre 1986, la résolution EC-2/1 a demandé au PNUD et à la CEA de continuer leur voie d'étroite collaboration dans toutes les activités

concernant la préparation, la formulation et la mise en oeuvre du Programme régional du 4e cycle pour l'Afrique. La Résolution EC 2/1 a aussi demandé au PNUD de donner une assistance financière et technique aux organisations africaines régionales et sous-régionales pour l'intégration économique.

13. En conséquence des missions conjointes CEA/PNUD ont été réalisées auprès des Unités économiques intégrées et des organisations des bassins fluviaux et lacustres afin de les assister dans la préparation finale des propositions de projets pour le programme du 4e cycle. Ces propositions seront débattues lors d'une réunion qui se tiendra à Addis Abeba du 27 au 29 avril et seront envoyées par la suite au PNUD.

14. Ce rapport passe en revue la situation actuelle des organisations de bassins fluviaux et lacustres existantes. Ainsi que les récents développements visant à la création de nouvelles organisations dans les bassins du Nil, du Congo/Zaire et du Zambèze. Le but de ce rapport n'est pas seulement d'informer la Conférence des Ministres de la CEA sur les développements actuels mais aussi de chercher l'adhésion au concept totalement endossé par le Secrétariat d'utiliser les organisations de Bassins fluviaux et lacustres comme instrument majeur pour la promotion des activités de développement socio-économique de la région. Dans cet esprit, une coopération encore plus étroite entre la CEA et le PNUD est envisagé dans le futur et le secrétariat se propose de jouer un rôle majeur dans l'accélération du progrès dans les années à venir.

I. L'ETAT D'AVANCEMENT DES ORGANISATIONS EXISTANTES

A. Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)

15. Les prédécesseurs de l'OMVS étaient le Comité Inter-états pour la mise en valeur du fleuve Sénégal créé en 1963 et l'Organisation des Etats Riverains du fleuve Sénégal (OERS) créé en 1968, sur la base des accords entre quatre états : la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

16. En 1972, l'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal était établie grâce à la coopération de trois états, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal avec des objectifs plus modestes et réalistes que ses prédécesseurs, à savoir la promotion et la coordination des études et des activités relatives aux ressources du Bassin du fleuve Sénégal, comprenant la navigation, l'irrigation et la génération de l'énergie hydroélectrique.

17. La tâche principale de l'OMVS a été de régulariser le cours du fleuve afin d'assurer un débit de $300 \text{ m}^3 \text{ sec}^{-1}$. Ceci est en cours de réalisation par la construction d'un réservoir de stockage à Manantali en amont du fleuve, dont les travaux seront terminés en 1984. Ce cours régularisé permettra l'irrigation

d'une surface de 375 000 ha (dont 240 000 ha au Sénégal, 126 000 ha en Mauritanie, et 9 000 ha au Mali), la production de 800 GWh d'énergie hydroélectrique et une navigation permanente entre Kayes et Saint-Louis (200 km).

18. L'autre composante clé des activités de l'OMVS a été la construction d'un barrage antisalín à Diama près de l'embouchure du fleuve. La construction de ce barrage est terminée et empêche actuellement le mouvement des intrusions salines vers l'amont durant la saison de faible débit et sert en même temps de barrage pour l'irrigation de 30 000 ha.

19. Associé à la composante navigation, la construction d'un port fluvial à Kayes est envisagée avec dix installations portuaires intermédiaires en aval.

20. Par le biais du PNUD, l'assistance multilatérale et bilatérale a permis à l'OMVS de mener à bien tout une série d'études sectorielles pour évaluer le potentiel du bassin et d'obtenir une assistance financière de 821 000 dollars E.U. pour la construction des deux barrages. Assistance à l'OMVS (RAF/31/059 agence exécutive DNUCTD) et 365 000 dollars E.U. pour le développement agricole (RAF/72/030 agence exécutive la FAO).

21. Durant la construction des deux barrages, l'OMVS a été en mesure de réduire les coûts d'environ 100 million de dollars des E.U.. L'organisation est actuellement en cours de discussion avec les bailleurs de fonds pour l'utilisation des ces fonds. Dans l'état actuel des choses seul le Gouvernement Italien est disposé à utiliser une partie du fond restant pour la station hydroélectrique de Manantali. La plupart des bailleurs de fonds voudrait donner la priorité à l'agriculture. De leur côté les Chefs d'Etats de l'OMVS ont décidé de donner la priorité à la navigation et de mener une Campagne auprès des bailleurs de fonds à cet effet.

22. On peut donc voir que l'OMVS est en passe d'une phase critique essayant d'assurer la viabilité des investissements dans les deux barrages par une promotion des activités économiques dans les domaines de l'énergie hydro-électrique, l'irrigation et la navigation. A cet effet l'OMVS est l'organisation de bassins fluviaux et lacustres la plus avancée en Afrique tant du point de vue de mise en valeur que du point de vue d'organisation institutionnelle. Cette consolidation est visible par le support politique donné par les états membres et l'assistance financière offerte par la communauté des bailleurs de fonds.

23. En de telles circonstances, une possibilité d'assistance de la part du PNUD durant le Quatrième Cycle est envisagée en vue d'assister l'OMVS dans ses négociations avec les bailleurs de fonds pour commencer des études de préinvestissements et de projets dans trois domaines principaux, ainsi que des études supplémentaires agricoles et macro-économiques pour mettre au point des stratégies de développement dans les quatre secteurs :

- i) l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la pêche;
- ii) l'industrie, les ressources minérales et l'énergie;
- iii) le transport et les communications; et
- iv) la santé et la protection de l'environnement.

24. Bien que les réalisations de l'OMVS sont impressionnantes par rapport aux autres organisations de bassins fluviaux et lacustres, elles ne devraient pas nous cocher l'existence de sérieuses difficultés quant à la rentabilité des travaux majeurs compte tenu de la situation actuelle de l'économie mondiale. Dans plusieurs domaines l'OMVS peut servir de modèle à plusieurs organisations de bassins fluviaux en Afrique. Tout compte fait le succès ou l'échec à générer du profit sur l'investissement aura un impact décisif sur l'attitude des bailleurs de fonds à l'égard du concept qui soutient que la mise en valeur de bassins fluviaux et lacustres est un élément clé pour la promotion du développement socio-économique.

B. Organisation pour la mise en valeur du Bassin du fleuve Gambie (OMVG)

25. Les premiers efforts en vue d'un développement conjoint le Bassin du Fleuve Gambie furent entrepris en 1964 avec l'établissement, avec l'assistance de la FAO, d'une commission mixte Gambie/Sénégal. Une Convention sur un développement intégré du Bassin, signée en 1965, mena à un Traité d'Association en 1967. Le premier programme de travail fut effectué avec l'assistance du PNUD (PEG/060) sous les auspices du Comité international Séné-Gambie. Ce projet concernait surtout des études hydrologiques et topographiques afin d'évaluer le potentiel des ressources hydrauliques du bassin.

26. Les résultats positifs émanant de ces études et les problèmes complexes de coordination démontrèrent la nécessité d'avoir une structure permanente afin de suivre et la mise en oeuvre des décisions du Conseil des Ministres et le programme de travail. Ainsi, un Comité de Coordination du projet du Bassin du Fleuve Gambie fut mis en place en 1970. Ce comité chargea le PNUD d'organiser, avec le concours de plusieurs donateurs, mission pluridisciplinaire afin d'assister à la préparation d'un programme de développement pour la promotion d'auto-suffisance alimentaire, l'augmentation des revenus de la population rurale et le développement industriel.

27. Suite aux conclusions de la mission, il s'avéra nécessaire de mettre sur place une institution permanente afin de donner un cadre au développement du bassin et de mettre en oeuvre le programme prioritaire d'études de base et de renforcer l'infrastructure. L'Organisation pour la mise en valeur du bassin du fleuve Gambie (OMVG) fut créée en 1970. La République de Guinée s'adhéra à l'Organisation en 1980 et la République de Guinée-Bissau en 1983.

28. En 1980, l'Organisation, avec l'aide du PNUD et l'USAID, prépara un programme quinquenal qui demande un investissement de 160 millions de \$E.U.. Le coût du programme d'action fut révisé à 257 millions de \$EU avec l'adhésion de la Guinée à l'Organisation.

29. Comme dans le cas du Fleuve Sénégal, le programme d'action du Fleuve Gambie se concentre sur la construction d'un barrage antisalin (d'abord à Vallintenda et maintenant à Balingho) et d'un réservoir de stockage à Vekreti, avec les éléments associés de centrales hydrauliques, d'irrigation et de transport. En plus, le développement du bassin Gambie comme accepté par les Etats membres, prévoit la construction d'un barrage de stockage additionnel à Kouya en Guinée, une étude sur le potentiel du développement des bassins Koliba-Corubal et Kayanga-Gaba en Guinée-Bissau, l'initiation d'un programme "après-barrage" d'augmentation d'irrigation agricole et les mesures nécessaires à atténuer les effets défavorables socio-économiques du programme d'action et sur l'environnement.

30. A ce jour l'Organisation a bénéficié d'une assistance externe de l'ordre de 27 millions de \$ E.U. en vue de faire des études de pré-investissement. L'assistance du PNUD au courant du cycle de programmation 1982-1986 s'éleva à 1 450 000 \$ E.U. comme support institutionnel à l'Organisation (PAF/82/002 exécuté par le DCTD) et 500 000 \$ E.U. pour des études méthodologiques (PAF/82/047 exécuté par la FAO). Le support global du PNUD à l'Organisation se situe à environ 4,31 millions de \$ E.U., ou 18 p. 100 du total.

31. L'Organisation se trouve à un moment critique de son histoire car non seulement elle cherche à rentabiliser en commun avec l'OMVS ses travaux majeurs de construction mais elle fait face principalement à une controverse qui s'est dégagée sur les conséquences écologiques et sociologiques des constructions, en particulier celle de Balingho. La fiabilité économique du barrage antisalin à Balingho a été mise en cause bien que le bien de fondement de ces raisonnements soit lui-même disputable.

32. Pour cette raison, les activités prioritaires à être entreprises d'urgence comprennent un certain nombre d'éléments conçus à résoudre la controverse et à surmonter les contraintes qui entravent la phase de construction. Ils vont aussi préparer la "phase après barrage" en optimisant la production domestique brute qui découlerait de l'aménagement du fleuve et de la préparation de la population rurale aux activités nouvelles telles que l'agriculture irriguée, pêche et l'élevage à petite échelle et aux changements éventuels sociaux.

33. En résumé, il apparaît que l'OMVS est encore au stade de pré-investissement. Les études de faisabilités sur les travaux hydraulique envisagés sont à un stage suffisamment avancée pour une recherche de financement. Le programme requiert un investissement en capital de l'ordre de 200 millions de \$ E.U., les études complémentaires et les études de pré-investissement demandant un montant additionnel de 6 millions de \$E.U.

34. Vu l'expérience de l'OMVS, le OMVG est justifié à être inquiet à propos de la phase "après-barrage". Mais l'OMVG est résolu non seulement à prouver que l'aménagement du fleuve mènera à un progrès socio-économique mais aussi à démontrer que les Etats membres seront, en conséquence du développement du bassin, en position à servir les dettes qui découleraient des investissements des donateurs.

C. L'Autorité du Bassin Niger (ABN)

35. L'accord créant la commission du Fleuve Niger a été signé en Novembre 1964 par les Chefs d'Etat des neuf pays se partageant les ressources du Bassin du fleuve Niger : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Chad, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger et Nigéria. Au début, les objectifs de la Commission étaient modestes et concernant principalement la navigation et le transport fluvial.

36. Durant ses premiers neuf ans, la Commission du Fleuve Niger se limita à un rôle non-exécutif, à savoir, entreprendre des études, collecte de données et diffusion d'informations. Les Etats membres ne prenaient pas les travaux de la Commission au sérieux et souvent ils ne se faisaient pas représentés à ses réunions.4/

37. L'accord fut modifié en 1973, les Commissaires furent remplacés par un Conseil des Ministres et le Secrétaire administratif changé en Secrétaire exécutif afin de refléter le nouvel optique des Etats membres de l'Organisation. Ce nouveau démarrage, néanmoins, était insuffisant pour surmonter les faiblesses institutionnelles, financières et techniques qui entravaient le fonctionnement de l'organisation et la Commission du fleuve Niger était incapable d'assumer un rôle d'exécution.

38. En 1979, les Chefs d'Etat et le Gouvernement se réunissent en session extraordinaire à Lagos et décidèrent de réhabiliter la Commission et de la transformer en une organisation sérieuse et conséquente. Enfin, le 21 novembre 1980, la Convention créant l'Autorité du Bassin Niger fut signée et le nouvel organisme fut établi avec le mandat précisant que les activités de l'Autorité doivent se concentrer sur une harmonisation des politiques nationales de développement des pays du bassin à travers la mise en oeuvre des programmes de développement intégré.

39. Au même moment le document "un plan de développement prospectif pour le Bassin Niger" fut élaboré. Un plan d'action biennal fut synthétisé de ce document de base. Durant une Conférence tenue à Conakry en 1981, les bailleurs de fonds promettaient de souscrire 39 p. 100 du budget requis de 56 millions de \$E.U. Subséquentement l'APN reçut l'assistance de l'USAID (13 millions de \$E.U.), du FAC, de l'OPEC, du FED, du CIDA et du PNUD pour la mise sur pied d'une unité de

planning, d'un projet inter-états centré sur une étude hydraulique à plusieurs usages, d'une conception d'un réseau électrique pour l'Afrique de l'Ouest, d'une évaluation des ressources rurales en eau dans le bassin, d'un modèle de sédimentation et d'une planification du développement agricole.

40. On trouve, également, deux projets très réussis à Niamey mais ils ont des liens très faibles avec l'ARN. Le premier, le Projet Hydrauniger, lancé en 1973 avant la création de l'ARN, y fut subséquemment incorporé mais ne n'y fut pas entièrement intégré. L'Hydroniger se consacre au contrôle et à la prévision hydrologique au moyen des données transmises en temps réel par satellite. Il n'y a pas de doute que ce projet a atteint substantiellement ses objectifs et il est opérationnel en grande mesure.

41. Le deuxième projet, le Projet Agrymet, une institution spécialisée du CILSS, a été créé en 1974 pour la formation et la recherche dans les domaines de hydrométéorologie et d'agrométéorologie.

42. Le manque de crédibilité de l'ARN est démontré par le fait que ces deux organisations réussies se tiennent, autant que possible, à l'écart de l'ARN bien qu'elles auraient pu faire beaucoup en commun.

43. La situation actuelle est que l'Autorité est encore sévèrement handicapée par les mêmes difficultés qui paralysèrent son prédécesseur. En dépit de ses quelques succès l'absence d'un programme de développement bien travaillée n'inspire pas la confiance des Etats membres dans l'Organisation et le paiement des contributions est toujours en retard.

44. En août 1986, le Conseil des Ministres confia à un consultant la tâche de revivifier l'Autorité. En se basant sur le rapport de ce dernier, le Conseil des Ministres fit des recommandations sur les contributions des Etats membres, sur la rationalisation des objectifs de l'ARN et sur la réstructuration du secrétariat. Le Secrétaire exécutif a été confié la tâche de préparer une réunion au sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement qui décidera de l'avenir de l'Autorité. En attendant, le personnel du secrétariat a été congédié et, hormis le projet Hydroniger, toutes les activités ont été suspendues.

45. Selon toute probabilité, le sommet se tiendra en fin 1987. Si l'organisation doit continuer, sa structure devra être substantiellement parer et, si elle veut être opérationnelle, elle devra se concentrer sur un planning de base aux Etats membres et une assurance de contributions financières continues. Le projet Hydroniger devrait continuer afin d'atteindre ces objectifs et les capacités substantielles de ce projet pourraient être utilisées à bon essor par l'unité de planification.

46. C'est le seul moyen de redonner la confiance aux donateurs et de faire l'Autorité faire quelques pas vers l'exécution de son rôle exécutif et opérationnel tel qu'envisagé par les Etats membres. Etant donné la nature critique du Bassin Niger en termes de développement économique de l'Afrique de l'Ouest sahélienne, la volonté politique à coopérer qui existe entre les Etats membres doit être capitalisée et tout les efforts doivent être déployés pour revivifier l'organisation.

D. La Commission du Bassin du Lac Tchad

47. La convention créant la Commission du Bassin du Lac Tchad a été signée le 22 mai 1964. Initialement, ses objectifs étaient de prévenir une exploitation nuisible du Lac Tchad et des rivières s'y versant. Par conséquent durant les premières huit années, la Commission se consacra à des études et à la recherche.

48. Ce n'est qu'en 1972 que les Chefs d'Etat et de Gouvernement des quatre pays riverains du bassin conventionnel (Cameroun, Tchad, Niger et Nigéria) se rencontrèrent pour la première fois et l'accent se tourna vers le développement économique et social de la région. Ensuite en 1973 fut créé le Fonds de Développement de la Commission du Bassin du Lac Tchad avec le but de financer des projets de développement. Les Etats membres devraient y contribuer 1/1000 de leurs budgets nationaux respectifs.

49. Depuis 1972, la Commission s'est engagée dans des projets et a élargi ses activités. Le PNUD à lui seul a contribué 14.3 millions de \$E.U. pour promouvoir une production agricole accrue et pour restituer le stock de bétails décimé par la sécheresse des premières années 70s. Une mission pluridisciplinaire, financée par plusieurs différents donateurs fut montée sur le terrain en 1977. Elle prépare un programme d'investissement de 93.5 millions de \$E.U. centré surtout sur l'agriculture irriguée. Ce programme fut jugé inacceptable sur le plan sociologique par certains donateurs. Subséquentement, une stratégie à long terme fut élaborée pour le développement rural avec l'assistance de l'USAID, l'Italie, les Pays Bas et le PNUD, mais des aspects de ce plan d'action étaient eux aussi controversables.

50. En 1981, un plan quinquennal d'action basé sur les conclusions des études précédentes fut élaboré et présenté aux donateurs. Il contenait 19 projets, dont 10 étaient destinés à une exécution immédiate et qui visaient à optimiser la production alimentaire et à déclencher le développement socio-économique. En 1982, les membres du comité consultatif de la Commission proposèrent cinq options destinées à la mise en oeuvre du plan d'action dont l'investissement financier était entre 4.6 et 35 millions de \$ E.U.. Les donateurs étaient pour le chiffre inférieur et celui-ci fut considéré comme une opération de soudure pendant que la Commission cherchait des financements additionnels.

51. Le sommet des Chefs d'Etats d'avril 1983 de Lagos arriva aux décisions suivantes :

- de retourner le siège de la Commission de Maroua, au Cameroun (où il avait été évacué suite aux troubles au Tchad) à Njamena;
- d'évaluer les ressources en eau du bassin y compris les rivières Logone et Chari.

52. Ceci fut un essai important de revivifier la Commission et d'orienter ses activités autour de l'élément essentiel et unification de ressource en eau qui pourrait entraîner le développement socio-économique.

53. Le sommet de 1985 demanda encore une fois à la Commission de retourner à Ndjamena et de réviser son programme d'action de 1981. La Commission avait graduellement perdu la confiance de la communauté donatrice à cause de sa performance médiocre, sa direction pauvre, son programme contesté et un manque d'une communication effective entre la Commission, ses Etats membres et les donateurs. 5/

54. La Commission retourna à Ndjamena en septembre 1986 sous la direction d'un nouveau Secrétaire exécutif et commença les travaux de restauration de son siège ravagé. Dans le contexte d'un nouveau départ pour la Commission, plusieurs donateurs ont exprimé leur intérêt, en principe, à continuer à donner leur soutien à l'organisation. De leur part, les Etats membres ont accepté de faire un effort supplémentaire pour financer l'organisation en dépit de la situation économique actuelle de la région. Le fonds de développement est à présent à 500 millions CFA et le niveau de contribution des Etats membres au fonds est supérieur à 75 p. 100 des cotités dues. En terme des coûts courants, 65 p. 100 des contributions ont été payés. On doit aussi mentionné que 170 millions de CFA ont été contribués pour la rénovation du bâtiment du siège.

55. En résumé, on peut dire qu'en dépit des difficultés que l'organisation a eu à faire face elle a fait des réalisations concrètes dans les domaines de formation agricole, de pêche et de cheptel. La Commission a eu un nouveau départ et a essayé à concentrer ses activités sur l'objectif principal de planification et de régularisation des ressources en eau du bassin afin de refaire le plein du Lac Tchad et de promouvoir une activité économique. Une assistance est requise afin de renforcer ses capacités de planification et d'aménagement d'eau, de stimuler le développement d'irrigation et de pêche et de promouvoir le développement du cheptel dans le cadre de contraintes écologiques.

56. Quand à l'aménagement des systèmes d'eau de la rivière Logone et de la rivière Chari qui sont essentiels pour remonter les niveaux du lac, la République Centrafricaine a été invitée à se joindre à la Commission afin de pouvoir étendre les limites du bassin conventionnel et d'inclure les sources de ces rivières.

57. Vu l'importance des ressources en eau dans cette région comme un point focal pour le développement socio-économique et vu aussi la volonté politique des Etats membres à soutenir l'organisation, il y a des fortes raisons à assister le processus consistant à revivifier l'organisation actuellement en cours et à encourager les donateurs à soutenir les activités de développement dans cette partie, ravagée par la sécheresse du continent.

E. Organisation du Bassin Kagera (OBK)

58. L'Organisation pour l'aménagement et le développement du Bassin de la **rivière Kagera** a été créée le 24 Août 1977 par les Chefs d'Etat du **Burundi**, du **Rwanda** et de la **Tanzanie**. Cette création faisait suite à une assistance substantielle du PNUD dans la préparation d'un plan pour le développement optimal des ressources en sol et en eau du Bassin de la rivière Kagera qui comprenait des propositions pour la création d'une institution qui se chargerait de l'aménagement et du développement des ressources du bassin. L'Ouganda s'adhéra à l'Organisation en mai 1981.

59. Un Plan indicatif du Bassin fut élaboré et présenté aux donateurs à Paris en 1979, où il y avait un consensus général que le plan ne constituait pas, à ce stade, une stratégie comprehensive de développement du Bassin Kagera. Subséquentement une mission pluridisciplinaire financée par plusieurs donateurs et dirigée par le PNUD fut envoyée sur le terrain. Elle prépara un plan d'action contenant six propositions de projet dans le domaine agricole, deux dans celui d'énergie hydraulique, un dans celui du transport et communication et un concernant l'environnement.

60. Le programme d'action demandait un financement de pré-investissement de quelques 35 - 50 millions de \$ E.U. et un investissement en capitaux estimé à 3 milliards de \$ E.U. . Bien qu'un certain nombre de donateurs ait exprimé un intérêt dans le programme, des annonces concrètes de financement vinrent seulement de l'Autriche et de l'Italie qui acceptèrent de financer conjointement une étude dans le domaine de transport. Dans le domaine de l'énergie hydraulique le gouvernement belge accepta de financer des études sur les chutes de Rusumo. L'assistance du PNUD durant son troisième cycle était 550,000 \$ E.U. pour le Centre de Documentation (RAF/80/029 exécuté par l'UNESCO), 37 200 \$ E.U. pour le programme d'élimination des mouches Tsetse (RAF/85/12, mission FAO/OMS/IARA) et une somme de 739 000 \$ E.U. pour une étude sur le transport (RAF/80/029) et qui n'a pas été entièrement utilisée. Le soutien financier jusqu'à 1982 est estimé à 3 millions de \$ E.U.

61. Suite à une revue durant une réunion entre l'OBK et le PNUD en 1984 un consultant prépara un rapport concernant une réduction du coût et une réstructuration du secrétariat. La Commission de l'OBK fit siennes les propositions contenues dans le rapport et mis en application ses recommandations. Le résultat fut une économie de 16 p. 100 dans le budget de 1986 comparé à celui de l'année 1984. Le secrétariat s'installa dans son nouveau quartier général en septembre 1985 et mis sur pied le Centre de documentation.

52. En ce temps ci, l'OBK se concentre à réduire son programme d'action à une dimension plus faisable et à chercher des bailleurs de fonds pour mener ses activités prioritaires dans les domaines d'agriculture, d'énergie, du transport, des communications et de la formation. Le gouvernement belge finance déjà le projet hydro-électrique des chutes Rusumo et la BAD a récemment accédé de faire un prêt de 15 million de \$ E.U. pour le financement d'un projet de télécommunications et l'OBK cherche l'appui financier du PNUD, dans le contexte de son quatrième cycle de programme régional, pour l'achèvement du Centre de documentation, pour financer quelques éléments supplémentaires du projet chutes Rusumo et le projet d'élimination des mouches tsetse.

53. L'OBK se trouve actuellement dans une phase importante de la mise en oeuvre des projets qui l'aidera donc à trouver des fonds additionnels de la communauté internationale pour financer les autres programmes prioritaires en suspens. En terme de soutien des Etats membres, un effort considérable a été fait pour réduire les arriérés au budget en souffrance. L'Organisation a aussi entrepris des démarches pour réviser les pourcentages de contribution de chaque Etats membre. La nouvelle répartition des quotes-parts est comme suit: Burundi 20 p. 100, Rwanda 22 p. 100, Tanzanie 35 p. 100 et Ouganda 23 p. 100. Il faut signaler ici que les Etats membres ont financé le coût de construction du bâtiment du siège et de trois bureaux régionaux pour un montant de 4 millions de \$ E.U.. On prévoit que, maintenant que ces constructions sont terminées, une plus grande proportion des contributions des Etats membres sera disponible pour les activités de développement, comme prévu dans les règlements financiers de l'Organisation.

II. DEVELOPPEMENTS RECENTS EN MATIERE DE MISE EN VALEUR INTEGREE DES AUTRES BASSINS DE FLEUVES ET LACS

A. Le Bassin du Nil

64. Deuxième après le bassin du Congo/Zaire du point de vue dimension, le bassin du Nil a une superficie de 2,9 millions de km², avec comme cours principal, le Nil blanc qui mesure 6700 km depuis la source jusqu'à l'embouchure. Le fleuve a deux sources principales, les lacs de l'équateur, dont est originel le Nil blanc et les plateaux éthiopiens où prennent naissance les systèmes du Nil bleu, de Sobat et Atbara. Il a un débit annuel d'environ 84 millions de m³ à Assouan.

65. Le bassin est composé de sections intéressant neuf états riverains (Burundi, Egypte, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Soudan, Tanzanie, Ouganda et Zaire) et s'étend depuis la région équatoriale à la méditerranée. Il comprend aussi le bassin de la Kagera.

66. L'importance des ressources en eau dans le processus du développement socio-économique du bassin est indiscutable. Elles supportent déjà les activités substantielles concernant l'agriculture, l'énergie hydro-électriques, le transport, les pêches et l'élevage mais avec les demandes croissantes, une étude comprehensive de planification et de gestion de ces ressources devient de plus en plus nécessaire.

67. La plupart des Etats riverains ont mis sur pied des plans indicatifs d'utilisation de leurs ressources en eau; Il existe des accords bilatéraux entre l'Egypte et le Soudan concernant l'utilisation des eaux du Nil, qui incluent l'établissement d'un comité technique conjoint et permanent. De 1967 à 1977, un projet financé par le PNUD a permis d'effectuer des études hydro-météorologiques des captages des eaux des lacs Victoria, Kyoga et Mobutu Sese Seko qui doivent être réalisées, y compris un modèle hydrologique du bassin du Haut Nil. Cela a impliqué une coopération active de la plupart des Etats riverains, l'Ethiopie et le Zaire ayant un statut d'observateur dans le comité technique.

68. En janvier 1986, le PNUD a parrainé un atelier sur les pays du bassin du Nil, organisé par le secrétariat du Mékong à Bangkok. A cette réunion, nombre de recommandations ont été faites concernant la coopération entre Etats membres du bassin, pour une mise en valeur comprehensive des ressources en eau. Les représentants des Etats ont aussi demandé au PNUD de jouer le rôle de catalyseur en mobilisant l'assistance nécessaire pour le support de la mise en valeur du Nil.

69. Comme résultat de cette initiative, une mission conjointe PNUD/CEA a eu lieu en février/mars 1987 pour clarifier ces points avec les gouvernements concernés et discuter les termes de référence de la mission d'identification subséquente pour la mise en valeur du Nil blanc. Le but de cette mission était d'identifier les programmes et projets qui demandent une action conjointe de deux ou plusieurs Etats riverains.

70. La mission d'identification devrait avoir lieu vers la fin de l'année 1987 et, après considération du rapport, les propositions y contenues seront discutées à une réunion intergouvernementale en mars 1988.

71. Il est à noter que cette initiative a un caractère purement de mise en valeur. Il n'y a pas à priori de requêtes institutionnelles ou légales, et ce n'est qu'après, s'il y a des requêtes de ce genre, sur la base des projets et programmes subséquents, que ces aspects seront considérés.

B. Le Bassin du Congo/Zaire

72. Le bassin du Congo/Zaire est le plus large de l'Afrique avec une superficie de 3,7 millions de km². Le cours principal a environ 3.700 km de long et les captages comprennent les bassins des lacs Tanganyika et Kivu. La population du bassin est de 38 millions d'habitants, soit 46,5 p. cent de la population de neuf Etats riverains : Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Congo, Rwanda, Tanzanie, Zambie et Zaire.

73. La plus grande partie du bassin a un potentiel élevé pour l'agriculture dépendant de la pluie, à cause de sa situation qui est équatoriale, mais les bordures septentrionale et méridionale ont des longues saisons sèches et ont beaucoup souffert de la dernière sécheresse. Les chutes de pluie élevées sur la plus grande étendue du bassin, contribuent à un débit annuel de 1,325 milliard de m³, qui représente environ 30 p. cent de toutes les eaux versées à la surface du continent en un an.

74. Le potentiel d'établissement des installations hydro-électriques y est très élevé, et les perspectives d'une coopération économique dans les domaines de l'énergie et de l'industrie existent. La plus grande partie du bassin est enclavée, néanmoins les transport et communications existants constituent des encouragements importants pour les programmes conjoints entre Etats riverains.

75. Pour cette raison, une étude a été demandée par trois Etats membres riverains (Burundi, Rwanda et Zaire) et exécutée par la CEA en 1983, qui a passé en revue la situation du moment du bassin, et analysé les possibilités de développement et d'exploitation du fleuve et de ses affluents. Des propositions ont été faites concernant une convention d'établissement d'une autorité de mise en valeur du bassin, pour la première phase et pour l'ensemble du programme.

76. L'étude sera examinée par tous les Etats riverains et une réunion devrait avoir lieu en Octobre 1987 pour décider de leur future action. Il semble que tout programme de coopération sera au début exécuté sous les auspices de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC). S'il en était ainsi, il faudrait résoudre les problèmes de

la portion du bassin que se partagent deux Etats membres de la zone économique préférentielle, à savoir la Tanzanie et la Zambie, et ceux posés par la non participation de l'Angola à la CEEAC.

77. Il n'y a pas de raison cependant d'empêcher l'identification et l'exécution des projets qui impliquent deux ou trois Etats membres comme première priorité, et les aspects législatifs et administratifs peuvent être traités et quand ils se présentent de la même manière que pour la stratégie proposée en ce qui concerne le Nil blanc.

78. Les propositions antérieures, pour la mise en valeur du bassin des lacs Tanganyka/Kivu incluant l'établissement en 1975 d'un comité technique qui n'existe plus, ont été dépassées par la proposition consistant à considérer la mise en valeur globale du bassin du Congo/Zaire. Si cette mise en valeur s'avérait difficile, on explorerait alors le potentiel pour le transport, l'irrigation et la pêche du bassin plus petit qui est celui du Tanganyka/Kivu, ensemble avec le problème de la régulation des niveaux des lacs, si les Etats membres le désirent.

C. Le Bassin du Zambèze

79. Le fleuve Zambèze et ses affluents arrosent une superficie d'environ 1,3 milliard de km². Le cours principal, à l'embouchure, un débit de 106 milliards de m³ et près de 20 millions de gens habitent le bassin du fleuve. Les ressources sont partagées entre huit pays, notamment l'Angola, le Botswana, le Malawi, Mozambique, Namibie, Tanzanie et le Zimbabwe.

80. Sous l'impulsion du programme EMINWA de l'UNEP, un groupe de travail d'experts s'est réuni en 1985 et proposé la réalisation d'une étude diagnostique et un projet du Plan d'action international de Zambèze. Les objectifs de l'étude ont été de définir des programmes spécifiques sur l'environnement et leur impact, de dresser des programmes pour incorporer des préoccupations relatives à l'environnement dans la gestion des ressources en eau, et d'alerter les gouvernements sur l'impact potentiel du développement socio-économique des activités relatives au milieu environnant constitué par les eaux.

81. La deuxième réunion du groupe de travail a en 1986 suggéré des amendements au Plan d'action qui furent encore discutés à la troisième réunion à Gaborone en janvier 1987. A la même réunion, un accord sur le Plan d'action a été aussi considéré. Cet accord prévoit l'adoption d'un plan par les Etats membres, l'établissement d'un comité intergouvernemental de coordination et contrôle et celui d'une unité de coordination pour assurer la mise à exécution du plan et fonctionner comme secrétariat du comité intergouvernemental. Il a été aussi proposé qu'un fonds pour le bassin du fleuve Zambèze serait établi en vue de promouvoir le support financier nécessaire à la mise à exécution du Plan d'action. Ce fonds devrait être alimenté par les contributions

des Etats membres et celles des bailleurs de fonds. A cette fin, une réunion a eu lieu à Genève en mars 1987, pour solliciter le support du fonds.

82. L'accord sera examiné par une réunion intergouvernementale qui aura lieu vers la fin de 1987.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

83. Cette revue brève de "l'état de l'art" de la mise en valeur du bassin international des fleuves et lacs de l'Afrique, montre, qu'en dépit de quelques résultats positifs enregistrés pendant la phase préliminaire diagnostique, la préparation des programmes d'action et l'obtention du financement nécessaire pour les projets spécifiques, la plupart d'organisation ont connu des difficultés dues aux faiblesses financières, techniques et de gestion et il reste beaucoup pour améliorer la performance des dites organisations si elles doivent accélérer le développement socio-économique de leurs sous-régions. Le concept d'utilisation des unités géographiques distinctes comme véhicule pour le développement intégré est même plus valide pendant cette période de crise, quand la communauté internationale attend des exemples concrets positifs d'autonomie collective avant de donner les fonds externes additionnels, nécessaires pour le développement à long terme.

84. Dans le cas des organisations de bassins existantes, la volonté politique de coopérer a déjà été démontrée, et la machine institutionnelle et législative est déjà en place. Mais la volonté politique n'est pas appuyée par une provision des ressources adéquats par les Etats membres. Malgré les efforts récents visant à réduire les arriérés des Etats membres aux budgets des organisations, toutes dépendent largement du support des bailleurs de fonds et la gestion reste le problème majeur. Des réformes urgentes sont nécessaires, en vue d'accroître leur efficacité en tant qu'agence de développement et les Etats membres doivent introduire les restructurations nécessaires rencontrer les mesures pour assurer une fondation solide pour le futur.

85. Dans le cas des bassins où des nouvelles initiatives de coopération sont envisagées, il est clair qu'il faut être prudent dans l'établissement de nouvelles institutions et explorer d'abord et complètement les institutions existantes, et tenir compte de la prolifération des appels aux Etats membres qui ont déjà une grande charge, en ce qui concerne les contributions.

86. Les suggestions suivantes sont faites, à la lueur de l'expérience acquise dans le cadre de l'orientation majeure, de la mise en valeur des bassins de fleuves et lacs. Il est évident que les circonstances et priorités individuelles diffèrent, mais on espère que les points généraux seront utiles aux Etats membres, dans la considération de leurs programmes et activités futurs relatifs aux organisations des bassins des fleuves et lacs.

87. Les organisations sont essentielles pour la promotion de la mise en valeur intégrée et l'agriculture, en particulier. Si, pour plusieurs raisons, peu de progrès ont été réalisés pendant ces 25 dernières années, il y a plus de raisons pour développer un effort soutenu sur les 4 à 5 années à venir, pour assurer la viabilité et la rentabilité de leurs programmes.

1. Concernant les arrangements institutionnels, on pense que les activités de développement doivent avoir priorité sur la construction de l'institution et la législation. Là où les mécanismes existent déjà, une rationalisation des secrétariats exécutifs de la machine administrative pourrait réduire les coûts et permettre aux organisations de fonctionner de manière efficace. Dans le cas de nouvelles initiatives, des arrangements pourraient être faits comme et lorsqu'ils sont demandés pour les programmes et projets actuellement exécutés.
2. Concernant la politique, il est clair que les activités inter-états demandent l'intervention des Chefs d'Etat et ce n'est qu'à ce niveau que les décisions peuvent être prises. Le Conseil des Ministres doit seulement superviser la mise à exécution des programmes d'action et les discussions techniques au niveau des experts doivent être sur une base ad-hoc, pour informer les Ministres et Chefs d'Etats et les assister dans leurs prises de décisions.
3. Concernant les finances, la plupart des organisations envisagent une échelle différentielle de contributions basée sur le pourcentage des bénéfices obtenus des activités, où sur la possibilité des Etats membres à contribuer en termes de revenu par tête ou PNB. Demander des contributions égales à des Etats membres qui ont peu de ressources ou vont tirer très peu de bénéfices de ces organisations est une formule qui vraisemblablement ne devrait pas fonctionner à long terme.
4. Certaines organisations ont établi des fonds de développement en plus des capitaux mensuels et budgets récurrents. Cela leur permet d'avoir une certaine indépendance vis à vis des sources de financement externes, leur permettant de réaliser leur projet d'identification, et préparation, et de ne pas être liés aux volontés de certains bailleurs de fonds. Cela permet également de contribuer en espèces aux projets, ce qui peut aider à l'obtention d'un financement externe.

5. Ayant à l'esprit le fait qu'une phase diagnostique est nécessaire pour identifier le potentiel du bassin et de stimuler l'intérêt des Etats riverains, la plupart des programmes d'action subséauents sont trop ambitieux et au dessus des capacités des organisations existantes. Il est essentiel pour les Etats membres d'indiquer les priorités et pour les organisations de produire les programmes comportant des phases et réalistiques. Une approche par étapes a plus de chances de réussir et conduirait à une croissance ferme du point de vue de capacité des organisations.
6. La fonction clé des organisations des bassins de fleuves et lacs est de planifier un tel programme articulé en phases et de l'harmoniser avec les programmes nationaux des Etats membres. Cela exige des unités de planification qui doivent avoir un personnel adéquat et à qui on donnerait priorité dans le programme de travail. La mise à exécution, le contrôle et l'évaluation des projets de développement est partie intégrale de cette fonction. Très souvent, l'exécution des projets ou des programmes peut être sous-traitée, mais l'organisation doit avoir les ressources techniques pour superviser le travail du sous-traitant.
7. L'organisation devrait aussi être capable de suivre de le cycle du projet, et de réaliser une analyse économique des projets proposés. Cela lui permettrait de vérifier la validité des conclusions obtenues par les consultants et de vérifier les points de dispute. Une analyse économique réalisée devrait prendre en compte les bénéfices locaux et non quantifiables des propositions de développement, aussi loin que possible.
8. Des études adéquates de l'impact de l'environnement et sociologique devraient constituer une partie du travail de pré-investissement. Ceci permettrait d'éviter les retards dans la mise à exécution, que certaines organisations ont eu à faire face dans le passé quand les bailleurs de fonds ont fait des objections aux propositions sur la base des considérations sociologiques ou de l'environnement, habituellement parce que les informations étaient insuffisantes.
9. Un thème récurrent dans les rapports antérieurs a été l'importance du choix du Chef exécutif de l'organisation pour assurer son efficacité. Il est certain que l'histoire des organisations existantes porte l'empreinte de la personnalité et de l'abilité du Chef exécutif. La sélection du Chef exécutif sur une base technique plutôt que sur la base politique ou autres est d'une très grande importance. La performance du Chef exécutif doit être évaluée par le Conseil des Ministres en relation avec la mise à exécution du programme d'action. Les Ministres devraient informer les Chefs d'Etat régulièrement sur cet aspect.

10. Dans le cas des initiatives récentes prises en vue de considérer la mise en valeur des bassins du Nil et du Congo/Zaire comme un seul projet ou comme des projets différents, le secrétariat cherche l'endossement des initiatives par la Conférence des Ministres. Dans les deux cas, la stratégie a un caractère de développement, et ne devrait pas porter préjudice au droit de tous Etats membres riverains de développer leurs propres ressources. Les mécanismes consultatifs n'existent pas pour les deux plus grands bassins du continent et la Conférence des Ministres peut souhaiter discuter aussi de la création d'un tel mécanisme, dans l'esprit de la convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles.
 11. Dans le cas du bassin Congo/Zaire qui s'étend au delà des frontières des deux entités d'intervention économiques. La zone économique préférentielle et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, et les Etats membres pourraient souhaiter l'examen de l'établissement d'une commission indépendante qui pourrait s'occuper également d'autres organisations intergouvernementales. Le secrétariat de la CEA est prêt à assister les Etats membres, à la création d'une telle structure, s'ils le demandent et quand ils le demandent.
88. A cette période critique de l'histoire de l'Afrique, le renforcement des organisations de bassins de fleuves et lacs peut beaucoup contribuer au développement intégré et à l'autonomie collective. Le Plan d'action de Lagos demande la création des organisations conjointes de bassin des fleuves, pour promouvoir la coopération intergouvernemental dans la mise en valeur des ressources en eau partagées. Au début du quatrième cycle régional du Programme des Nations Unies pour le développement on espère qu'un support continu serait obtenu du PNUD, ceci en ayant à l'esprit le rôle historique que le PNUD a joué en aidant à la création des organisations existantes et la nature vitale et catalytique de son assistance quant aux relations avec la Communauté financière internationale.
89. Le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies supporte entièrement le concept de l'utilisation internationale des bassins des lacs comme véhicule pour un redressement économique à long terme. Il espère qu'une coopération fructueuse entre les Etats membres et le système des Nations Unies visant à l'accélération des réalisations économiques par le biais de la mise en valeur conjointe des ressources en eau va s'établir.